

## **L'université a besoin du soutien des parents**

A vous, parents de nos étudiant·e·s,  
A vous, à nous tou·te·s mères, pères de tous nos enfants et de tous nos jeunes,  
A vous, à nous, adultes qui participons à faire grandir et à former les jeunes

Partout en France, dans les universités et les équipes de recherche, enseignant·e·s-chercheur·e·s, doctorant·e·s, jeunes chercheur·e·s et étudiant·e·s se mobilisent contre le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). D'autres mobilisations ont lieu en même temps dans les secteur éducatif et culturel et dans les hôpitaux. Et des millions de voix s'élèvent depuis plusieurs mois contre la réforme des retraites.

Les institutions du service public en charge de la transmission, du soin et du souci des autres, celles qui sont au service des plus jeunes, des plus âgés, ou des plus vulnérables, sont en colère : elles connaissent depuis plusieurs années une dégradation du service qu'elles sont censées rendre, à cause d'un sous-financement chronique que les réformes actuelles, conduites au nom de mesures d'économies, de la compétitivité, et de l'optimisation vont accentuer.

Pourquoi ce mouvement contre la « LPPR » ? Et pourquoi est-il essentiel de partager avec vous les raisons de cette mobilisation ?

### **Une mise en cause obstinée de la mission de partage et de transmission aux plus jeunes par un sous-financement chronique et organisé de l'université publique**

Comme le souligne le site *Sauvons l'université!*, une loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) serait en principe une bonne chose, s'il s'agissait d'un engagement financier de l'État sur plusieurs années. La France en a besoin : la recherche publique et l'enseignement des savoirs issus de la recherche sont des activités vitales pour les pays et les sociétés humaines.

Or depuis quinze ans, et particulièrement depuis le vote en 2007 de loi dite « Responsabilité et autonomies des universités » (LRU) dont les effets délétères avaient pourtant été annoncés, les postes à l'université ont énormément diminué, alors que les étudiant·e·s sont de plus en plus nombreux et nombreuses. Cela a entraîné une dégradation des conditions d'apprentissage et de travail à l'université que vos enfants, les jeunes de ce pays, subissent, à nos côtés : locaux vétustes et parfois peu ou mal chauffés, intervenants peu ou pas payés et précarisés, difficultés croissantes à mettre en œuvre des pratiques pédagogiques originales et créatives en dépit du terme trompeur d'« autonomie » des universités, qualité de l'encadrement fragilisée, etc. Malgré un engagement de tous les jours auprès des étudiants, nous avons de plus en plus de difficultés à faire dignement notre métier d'enseignant.

Cette dégradation s'est accompagnée de la mise en place d'un système de sélection et d'orientation ubuesque, et que vous connaissez toutes et tous : la plateforme Parcoursup. Vous et vos enfants êtes désormais pris dans un véritable parcours du « combattant » (figure

---

<sup>1</sup> <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8613>

valorisée par un pouvoir obsédé par la compétition), qui ne garantit pas aux étudiant·e·s de s'engager sereinement et intelligemment dans des études qui les mèneront à leur vie professionnelle. De leur côté, les enseignant·e·s-chercheur·e·s se retrouvent chaque année dans la situation absurde d'être obligés de « trier » des dossiers sans véritables critères justes. Au nom d'évidences indiscutables pour le pouvoir, et pourtant choquantes, il semble impossible d'accueillir plus d'étudiant·e·s. On nous dit qu'il faut faire barrage à ceux qui « n'y auraient pas leur place ».

Pourquoi une conquête des politiques éducatives des années 1980 (amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat) est-elle devenue aujourd'hui pour les hommes et les femmes politiques une sorte de scandale irréaliste ? Pourquoi des politiques publiques pensées et mises en œuvre après la seconde guerre mondiale, dans des conditions difficiles dans un pays appauvri et qui ont permis l'accès de la population et notamment des plus jeunes à la santé, à la justice, à l'enseignement et la formation, deviennent-elles soudain impensables et déraisonnables ? Pourquoi enfin l'une des premières puissances économiques mondiales, qui a été capable d'injecter en quelques jours des milliards dans son système bancaire quand celui-ci était en difficulté, qui a pu dégager des milliards de crédits d'impôts au bénéfice des entreprises, rechigne-elle tant désormais à utiliser sa richesse pour sa jeunesse, en finançant comme il se doit ses universités et ses institutions éducatives et culturelles?

Le mépris dans lequel le pouvoir actuel tient l'université publique, et ce faisant une partie de nos jeunes, est extraordinairement choquant. Il est intolérable car il signifie que nous ne faisons plus société collectivement, et que nous sommes prêt·e·s à spolier certain·e·s au bénéfice d'une petite partie. Une grande part de la richesse publique est dissipée dans des crédits d'impôts qui ne servent plus fondamentalement les besoins essentiels des populations. Et l'accroissement des inégalités et les gains indécents des actionnaires sont devenus tels que des hauts fonctionnaires, des cadres, et certains millionnaires en viennent à soutenir les mobilisations en cours, refusant d'être les bénéficiaires de politiques qui se font au prix du mensonge et de l'indignité<sup>2</sup>.

### **Les diagnostics des « experts » et le projet de réforme : ce qui ne va pas du tout !**

Les experts qui sont à l'origine du projet de réforme font un diagnostic<sup>3</sup> que les enseignant·e·s-chercheur·e·s partagent en partie : la recherche manque d'argent, et les enseignant·e·s-chercheur·e·s sont mal payé·e·s. Ils ajoutent à cela un discours inquiétant, voire décliniste, sur la position de la recherche française et des universités à l'international, parlant « d'urgence à agir » et de lutte contre « le décrochage scientifique »<sup>4</sup>. Une telle situation exige à leurs yeux la refonte de fond en comble de la recherche et des universités, en conditionnant les financements à des logiques productivistes, de compétition, et en obéissant à

---

<sup>2</sup> Voir les tribunes « Nous cadres supérieurs, aux côtés des grévistes » [https://www.liberation.fr/debats/2020/01/06/nous-cadres-sup-aux-cotes-des-grevistes\\_1771808](https://www.liberation.fr/debats/2020/01/06/nous-cadres-sup-aux-cotes-des-grevistes_1771808) et l'Appel des 121 millionnaires pour payer plus de taxes et réduire les inégalités <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-appel-de-121-millionnaires-et-milliardaires-a-payer-plus-de-taxes-pour-reduire-les-inegalites-20200122>).

<sup>3</sup> <http://www.sauvonsluniversite.fr/spip.php?article8548>

<sup>4</sup> Ce diagnostic repose entre autres sur le fait que les chercheurs français publieraient moins d'articles scientifiques que les chercheurs chinois et américains.

des principes « managériaux » permettant de « piloter » la recherche d'en haut, via de grands projets aux thématiques imposées.

Pourquoi sommes-nous opposé.e.s à leurs propositions ?

### ***Contre les logiques productivistes et de compétition à tout va***

Les auteurs d'une tribune récente dans *Le Monde*<sup>5</sup> rappellent les résultats indiscutables de l'évaluation statistique des politiques publiques : la quantité de publications scientifiques est proportionnelle à l'argent investi dans la recherche, elle est pratiquement insensible aux réformes structurelles. Or pendant les quinze dernières années, l'effort financier s'est concentré sur une niche fiscale, le crédit d'impôt recherche, destinée à contourner l'interdiction européenne des aides publiques directes aux entreprises. L'évaluation officielle qui en a été faite montre que même son effet sur l'investissement privé est négatif. On appauvrit pour rien l'institution publique universitaire.

Nous savons par ailleurs que la logique productiviste et la compétition forcenée sont destructrices des coopérations, des collectifs et des individus, et n'ont plus de sens face à l'imminence des transformations environnementales massives qui impacteront vos enfants, nos enfants.

Nous ne cessons de lire et d'entendre que les mesures d'économies se font pour ne pas léguer des dettes aux générations futures. Mais nous privons la recherche et l'enseignement des moyens de s'adapter aux priorités vitales, de créer, et d'expérimenter dans un monde abimé qui doit rester habitable et riche d'avenirs possibles pour notre jeunesse. La recherche, réduite à la vision qui inspire le projet de réforme, aveugle et enferme plus qu'elle n'éclaire et émancipe.

### ***Contre la logique managériale et le « pilotage » d'en haut***

Nous l'avons dit : non seulement l'Etat ne donne pas les moyens aux enseignant·e·s-chercheur·e·s de mener à bien leurs missions de service public, mais il les pointe du doigt, dénonçant leur manque de productivité et de compétitivité.

Nous tenons d'abord à dénoncer le procédé qui est désormais bien connu et qui s'applique aussi à l'hôpital : les institutions sont entravées, les dysfonctionnements sont dénoncés, et les entreprises privées désignées comme étant plus efficaces. Une telle attitude repose sur une foi déraisonnable dans les vertus d'un management particulièrement virulent quand il s'agit de « transformer » une organisation, toute opposition étant qualifiée de « résistance au changement ». C'est ce qui s'est passé à France Télécom, avec les effets humains désastreux que vous connaissez. Nous refusons cette situation dans laquelle nous sommes placé·e·s, et tenons à affirmer que nous « ne résistons pas au changement » comme il est courant d'entendre dire. Nous résistons à ce changement et, en dépit de toutes les difficultés, ce que nous voulons c'est une université ouverte à l'ensemble des étudiant·e·s, autonome, gratuite et où l'esprit critique se cultive ; une université où les étudiant.e.s se forment à un métier et trouvent ainsi leur place dans la société, où ils et elles peuvent aussi transformer celle-ci à partir de leurs aspirations ; une université où l'on apprend à observer et à analyser le monde et

---

<sup>5</sup> « Nous voulons défendre l'autonomie de la recherche », *Le Monde*, 21 janvier 2020, p. 31 : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/20/nous-chercheurs-voulons-defendre-l-autonomie-de-la-recherche-et-des-formations\\_6026543\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/20/nous-chercheurs-voulons-defendre-l-autonomie-de-la-recherche-et-des-formations_6026543_3232.html)

à faire en sorte qu'il soit habitable et qu'il le redevienne pour celles et ceux qui en sont exclu·e·s ; une université, enfin, qui rayonne.

Les rapports préparatoires à la loi proposent pour leur part un management de la recherche sur projets, ceux-ci décidés « en haut », participant d'une concentration du pouvoir au niveau de l'État que l'on observe dans de nombreux domaines depuis plusieurs années. Mais là encore, si notre gouvernement souhaite une recherche puissante, il doit laisser aux chercheur·e·s de l'autonomie et de la liberté, une autonomie et une liberté que le monde académique encadre lui-même puisque nous ne cessons d'évaluer les travaux de nos confrères et consœurs, et d'être évalué.e.s par eux et elles<sup>6</sup>.

### *Et nos étudiant·e·s dans tout ça ? Et l'enseignement ? Les grands absents... à moins que...*

Les rapports préparatoires à la loi ne se préoccupent nullement de la qualité de l'enseignement délivré aux étudiant·e·s. Cela semble indifférent aux experts qui les ont préparés, obnubilés par la productivité et la compétition internationale où seule la recherche compterait.

Pire encore, un élément important de la réforme trahit une indifférence à la jeunesse : alors que les universitaires sont à la fois chercheurs et enseignants, et qu'ils et elles ne conçoivent pas de séparation entre ces deux activités, la réforme prévoit d'alourdir les charges d'enseignements de certain·e·s, l'enseignement devenant une sorte de punition, pour permettre aux « meilleur·e·s » de se consacrer à leurs recherches. C'est là une vision de l'enseignement qui nous scandalise, et qui trahit une méconnaissance totale de ce qui fait la force et la spécificité de l'université : l'imbrication étroite de la recherche et de l'enseignement qui permet d'enseigner des savoirs régulièrement mis à jour, et non des connaissances statiques, périmées ou figées dans des programmes édictés par des bureaucrates.

Enfin, nous sommes en droit de nous demander si cette réforme, qui risque d'accentuer et d'encourager un monde universitaire à plusieurs vitesses, ne mènera pas au développement de formations universitaires payantes (plus ou moins chères selon le rang de l'université) et au développement du crédit aux étudiants<sup>7</sup>.

### **Réfléchir et assumer ce que nous voulons collectivement pour notre jeunesse**

Alors, que souhaitons-nous pour l'université ? Nos propositions, constamment réitérées et jamais entendues par le gouvernement, nous voulons les partager avec vous, car nous avons l'espoir que nous pouvons tous et toutes agir en tant que parents de l'ensemble de la jeunesse.

Signalons pour commencer que tout n'a pas à être détruit dans notre système : en dépit d'un discours de dévalorisation permanente de l'ensemble du système éducatif et universitaire français, fondé sur la conviction idéologique absurde qu'un secteur public non compétitif ne peut être de même niveau qu'un secteur soumis à la concurrence, le modèle universitaire français continue de fonctionner et d'attirer des jeunes du monde entier. De nombreux collègues et étudiants de pays supposés être « en avance » dans la réforme nous demandent de résister au démantèlement de notre espace universitaire qui reste ouvert, même s'il a été

---

<sup>6</sup> Pour une analyse détaillée des privations de libertés académiques par ce pilotage d'en haut, voir ici : <https://aoc.media/auteur/philippe-blanchetaoc-media/>

<sup>7</sup> <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article7932>

profondément altéré depuis 15 ans. Il conserve encore des potentialités de régénération que nous avons le devoir de maintenir :

**1. L'université accueille et doit continuer d'accueillir un public nombreux, aux caractéristiques socio-culturelles diverses.** Il s'agit d'un **service public d'enseignement ouvert à toutes et tous, et gratuit** et nous devons absolument aller vers un accès encore plus ouvert même si des formations ou filières sont plus sélectives que d'autres. L'université soit s'enrichir de la diversité sociale et culturelle, et non courir le risque de s'aligner sur la médiocrité déjà souvent constatée d'une « élite » sociale internationale insensible, peu créative, et nourrie par les idéologies du management et par des clichés dépassés sur les sociétés et sur l'environnement. **Nous souhaitons préserver les valeurs d'un service public ouvert à toutes et tous, combattant les inégalités au lieu de les exacerber.**

**2. L'université doit être pensée à l'échelle des générations et non par rapport à des impératifs du seul marché.** Aligner la définition des thématiques prioritaires à l'agenda industriel - notamment celui des industries américaines du Web qui posent de graves problèmes juridiques, éthiques, environnementaux - ne permet pas à la recherche d'être en phase avec ce qui se passe. La recherche ne peut pas se donner les moyens d'appréhender la société actuelle si elle est financée par des gens qui ne considèrent qu'une infime de partie de cette société. L'université transmet des savoirs sur le long terme qui ne se laissent pas réduire à des statistiques de réussite. Les étudiant·e·s en ressentent les bénéfices parfois des années après avoir reçu leur diplôme et après avoir intégré le monde professionnel.

**3. L'université est un lieu d'émancipation.** La société doit se nourrir des aspirations de sa jeunesse et non lui demander de sacrifier celles-ci. Pour cela, l'université doit se réformer, surtout pas dans le sens d'un accroissement de la hiérarchie et de la bureaucratie managériale, mais dans le sens d'un accroissement des libertés d'expérimenter, car la pensée ne peut pas engendrer de nouvelles idées lorsqu'elle se trouve prise dans des carcans normatifs et idéologiques.

**4. Les études universitaires sont un temps de découverte, d'ouverture sur le savoir et, plus largement, sur le monde,** qui devrait bénéficier à toutes et tous : à celles et ceux qui font des études, à celles et ceux qui contribuent à la production des savoirs, à celles et ceux qui comptent sur les savoirs. Ce que nous reconnaissons être essentiel pour les plus jeunes enfants vaut pour l'ensemble des étapes de la vie. Nous savons tous, en tant que parents et enseignants que le renforcement des inégalités par la mise en concurrence permanente ne donne rien de bon. C'est une volonté commune d'aller vers la coopération qui est à la base de nos efforts éducatifs. Or, face aux crises que nous vivons, il est temps de prendre au sérieux, enfin, la coopération, trop souvent reléguée au monde domestique ou non productif.

**5. Les universités sont ancrées dans des territoires.** Elles dépendent non seulement des activités des enseignant·e·s, des chercheur·e·s et des étudiant·e·s mais aussi de dizaines, de centaines, des milliers de personnes qui y interviennent : enseignant·e·s vacataires, ingénieur·e·s, technicien·ne·s, et personnels administratif, dont certains sont mal payés, et parfois même ne sont pas payés. Ces personnels sont celles et ceux qui accueillent, nettoient, réparent, entretiennent nos établissements publics. Il y a également celles et ceux qui, par dizaines, par centaines, par milliers, aident d'une manière ou d'une autre à la production des savoirs publics et à leur diffusion, et contribuent aux milliers d'enquêtes, à des productions

culturelles, à la transmission, à des expérimentations pédagogiques. Nous souhaitons que ces contributions, ces liens, ces partages, soient reconnus, et qu'ils soient structurants : ces liens et partages sont masqués au profit d'une représentation tronquée de la recherche et de l'université, comme étant uniquement affaire de spécialistes.

Chers membres de la communauté des parents, chers adultes, nous sommes collectivement responsables des enfants et des jeunes. Les universités peuvent vous sembler lointaines, elles peuvent vous sembler complexes, mais elles sont essentielles pour l'avenir de nos jeunes et elles sont publiques. Merci de les aider. Ne laissons pas la politique actuelle devenir une machine à désespérer et à dépouiller les générations futures de l'intérêt général du service public. Soutenez la mobilisation des universités, soutenez la mobilisation de l'ensemble du système éducatif, soutenez la mobilisation de toutes les institutions de service public : éducation, recherche, culture, santé, soin, justice. Nous en avons hérité collectivement, nous devons les transmettre. Manifestez avec nous, rejoignez les mouvements de parents en soutien aux enseignants et à leurs enfants mobilisés<sup>8</sup>. Ecrivez à vos élus, prenez la parole et la plume pour défendre une université et une recherche au service de l'intérêt général, pour défendre plus largement tout ce que nous devons transmettre à nos jeunes : sans vous, sans le soutien du public, cet héritage disparaîtra.

Le 29 janvier 2020,

Douze enseignants-chercheurs (Cergy, Université Polytechnique des Hauts de France, Lille, Paris-Diderot, Paris 13, Sorbonne Université - CELSA & INSPé, Paris 8, Sorbonne Nouvelle-Paris 3).

---

<sup>8</sup> <https://www.bastamag.net/Greve-24-janvier-retraite-reforme-ecoles-occupees-education-nationale-dockers-ports-bloques> et <http://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/garges-sarcelles-des-operations-ecole-morte-contre-la-reforme-des-retraites-23-01-2020-8243067.php> ou ici : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/nantes/nantes-enseignants-parents-eleves-contre-reforme-blanquer-1636476.html>